

SOCIETES LOCALES D'EPARGNE AFFILIEES A LA CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE

Sociétés coopératives à capital variable régies notamment par les articles L.512-92 et L.512-93 du Code monétaire et financier ainsi que par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération

Émissions de 40 000 000 parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 20 Euros des Sociétés Locales d'Épargne Affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France pour un montant maximum d'émissions de 800 000 000 €
Siège social : 19, rue du Louvre – 75001 Paris

PROSPECTUS ETABLI POUR L'OFFRE AU PUBLIC DE PARTS SOCIALES DES BANQUES MUTUALISTES OU COOPERATIVES

(En application de l'article 212-38-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

Ce prospectus se compose du présent document ainsi que des documents incorporés par référence, à savoir :

- le rapport annuel de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France sur l'exercice 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 mai 2019 et mis en ligne sur le site internet de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr),
- le rapport annuel de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 juin 2020 et mis en ligne sur le site internet de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr),
- le document d'enregistrement universel de BPCE sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mars 2020 sous le n° D.20-0174, ainsi que son amendement déposé le 28 mai 2020 sous le numéro D.20-0174-A01.

La Caisse d'Épargne et de prévoyance Ile-de-France recommande à l'investisseur de consulter attentivement le chapitre III du Prospectus relatif aux facteurs de risque.

Approbation de l'Autorité des marchés financiers



En application de l'article L 512-1 du Code monétaire et financier et de l'article 212-38-8 de son règlement général, l'Autorité des marchés financiers a apposé le n° d'approbation 20-310 en date du 3 juillet 2020 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France et engage la responsabilité de ses signataires. L'approbation a été attribuée après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles sans frais au siège social de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France(19, rue du Louvre – 75001 Paris) et au siège administratif (26/28, rue Neuve Tolbiac – 75013 Paris). Le présent prospectus est également disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr)

SOMMAIRE

I - Résumé	4
1.1. Informations générales concernant le Groupe BPCE, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France et les Sociétés Locales d'Epargnes affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France.....	4
1.2. Caractéristiques essentielles des parts sociales et des conditions générales de l'offre.....	6
1.3. Principaux droits politiques et financiers attachés aux parts sociales et principaux risques attachés à la souscription de parts sociales.....	8
II - Attestation du responsable des informations contenues dans le prospectus	9
2.1. Personne responsable des informations contenues dans le prospectus	9
2.2. Attestation du responsable.....	9
III - Facteurs de risques	10
3.1. Facteurs de risques relatifs au Groupe BPCE.....	10
3.2. Facteurs de risques relatifs à la CEP Ile-de-France	10
3.3. Facteurs de risques relatifs aux parts sociales et à leur souscription	10
IV - Caractéristiques des émissions de parts sociales	12
4.1. Autorisation	12
4.2. Cadre Juridique	12
4.3. Catégorie d'investisseurs potentiels concernés par l'offre.....	12
4.4. But des émissions	12
4.5. Prix et montant de la souscription	12
4.6. Montant indicatif prévisionnel du produit des émissions.....	13
4.7. Période de souscription	13
4.8. Droit préférentiel de souscription.....	13
4.9. Etablissement domiciliaire.....	13
4.10. Modalités et délais de délivrance des parts sociales nouvelles	13
V - Renseignements généraux sur les parts sociales émises	14
5.1. Forme.....	14
5.2. Droits attachés politiques et financiers.....	14
5.3. Frais.....	15
5.4. Négociabilité.....	15
5.5. Régime fiscal des parts sociales.....	16
5.6. Cession des parts de gré à gré.....	18
5.7. Rachat de parts par la Société Locale d'Epargne	18
5.8. Éligibilité au PEA.....	18
5.9. Tribunaux compétents en cas de litige.....	18
VI - Renseignements généraux relatifs aux entités locales émettrices	19
6.1. Forme juridique	19
6.2. Objet social.....	19
6.3. Exercice social.....	19
6.4. Durée de vie	19
6.5. Caractéristiques du capital social	19
6.6. Organisation et fonctionnement.....	19
6.7. Contrôleurs légaux des comptes	21

6.8. Entrée et sortie du sociétariat.....	21
6.9. Droits et responsabilité des sociétaires	22
6.10. Relations avec la Caisse d'Epargne d'affiliation.....	22
VII - Renseignements juridiques essentiels propres à chaque SLE.....	24
VIII - Renseignements généraux relatifs à la Caisse d'Epargne Ile-de-France.....	24
8.1. Forme juridique	24
8.2. Objet social.....	24
8.3. Durée de vie	24
8.4. Exercice social.....	24
8.5. Capital social.....	24
8.6. Rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France	25
8.7. Rapport annuel 2018 de la CEP Ile-de-France	25
8.8. Informations financières clés	25
8.9. Principales réglementations prudentielles et de résolution applicables à la CEP Ile-de-France et au Groupe BPCE	27
8.10. Contrôleurs légaux de la CEP	27
8.11. Composition des organes d'administration et de direction	28
8.12. Procédures de contrôle interne.....	29
8.13. Procédures judiciaires et d'arbitrage significatifs en cours.....	29
8.14. Evènements récents significatifs	29
IX - Renseignements généraux relatifs au Groupe BPCE et à BPCE SA	29
X - Informations complémentaires.....	30
10.1. Documents accessibles au public.....	30
XI - Informations incorporées par référence	31
11.1. Documents incorporés par référence.....	31
11.2. Table de concordance	31

I - Résumé

Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les parts sociales qui font l'objet du prospectus doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus, ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du prospectus, les informations essentielles permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les parts sociales.

1.1. Informations générales concernant le Groupe BPCE, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France et les Sociétés Locales d'Épargnes affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France

1.1.1. Description du Groupe BPCE

Le groupe à caractère coopératif, dénommé Groupe BPCE, résulte de la constitution de l'organe central unique, BPCE, commun aux réseaux Caisse d'Épargne et de Prévoyance et Banques Populaires.

Le Groupe BPCE comprend un ensemble diversifié de filiales contribuant au fonctionnement des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et au développement de leurs activités. Une Fédération Nationale des Caisses d'Épargne a été constituée selon les modalités prévues par la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association. Les missions de la Fédération sont précisées à l'article L. 512-99 du Code monétaire et financier.

BPCE, organe central

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constituée sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu, au 31 décembre 2019, à hauteur de 50 % par les Caisses d'Épargne et de 50% par les Banques Populaires.

BPCE est notamment chargée d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe. Elle détient et gère les participations dans les filiales. Elle détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Elle offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

1.1.2. Présentation de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France (ou la « CEP Ile-de-France ») dont le siège social est 19, rue du Louvre – 75001 Paris, est une société anonyme, banque coopérative à directoire et conseil de surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS). Elle a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance effectuées avec ses sociétaires et avec les tiers. Elle est agréée en qualité d'établissement de crédit.

Au 31 décembre 2019, le capital social de la CEP Ile-de-France est fixé à la somme de 2 375 000 000 €. Il est divisé en 118 750 000 parts sociales de 20 euros entièrement libérées et détenues par les Sociétés Locales d'Épargne qui lui sont affiliées.

➤ **Informations financières clés de la CEP Ile-de-France (au 31 décembre 2019), issus du rapport annuel 2019**
(total de bilan, capitaux propres, PNB, RBE, RNPG, ratio de solvabilité^x) – IFRS

Agrégat (en K€)	2019	2018	Variation (en %)
Total de bilan	78 929 868	66 650 787	18,42%
Capitaux Propres	5 945 342	5 377 933	10,55%
Produit Net Bancaire	1 255 028	1 106 663	13,41%
Résultat Brut d'Exploitation	474 190	372 835	27,18%
Résultat Net (part du groupe)	264 990	227 928	16,26%
Ratio de Solvabilité ^x	17,01%	19,47%	-2,46% point de pourcentage

^x : tel qu'issu des règles prudentielles de Bâle 3 au 31/12/2019 (données IFRS sur base consolidée)

Fonds propres « Common Equity Tier One » (en M euros)		
31/12/2018	30/06/2019	31/12/2019
4 027 821	4 297 077	4 493 216

➤ **Facteurs de risques de la CEP Ile-de-France**

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France, assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail.

Il est à noter que la situation de crise liée au Covid-19 pourrait avoir des impacts sur les métiers de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France, ses résultats et sur sa situation financière. En l'état actuel des choses, l'impact de cette situation, en particulier en prenant en compte les mesures de politique budgétaire et de politique monétaire de soutien à l'activité mise en place par le gouvernement français et par la Banque Centrale Européenne, est difficile à quantifier

Du fait de son modèle d'affaires, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France assume les risques suivants:

- le risque de crédit (risque encouru en cas de défaillance d'une débiteur ou d'une contrepartie) et de contrepartie (risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération) induit par son activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises ;
- le risque de taux structurel (impact négatif sur les actifs ou passifs de l'établissement résultant d'une variation de taux d'intérêt) notamment lié à son activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec son activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées ;
- le risque de liquidité (risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné);
- les risques non financiers, tels que les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (conduct risk), les risques juridiques ainsi que d'autres risques opérationnels.

En outre, le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de l'établissement, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE.

Enfin, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France est exposée au risque de réputation. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des problèmes éthiques, des lois en matière de blanchiment d'argent, des exigences de sanctions économiques, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes et aux transactions, pourraient entacher la réputation de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un salarié, ou toute fraude, détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier en général auxquels la Caisse d'Épargne et de Prévoyance est exposée ou toute décision de justice ou action réglementaire à l'issue potentiellement défavorable.

1.1.3. Informations sur les Sociétés Locales d'Epargne (SLE)

Les Sociétés Locales d'Epargne (SLE) à statut coopératif dont le capital variable, composé de parts sociales d'une valeur nominale de 20 euros, détenu par les coopérateurs (sociétaires) ont pour objet de détenir les parts de capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, de contribuer à l'élaboration des orientations générales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à laquelle elles sont affiliées et de favoriser la détention la plus large possible du capital cette Caisse d'Epargne et de Prévoyance en animant le sociétariat.

Le capital effectivement souscrit varie entre un capital minimum qui correspond à la quote-part de la SLE dans le capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance constatée à la clôture de l'exercice de la SLE par l'AG et un capital maximum, appelé capital autorisé qui correspond à 500 % du montant du capital minimum.

Les SLE, affiliées à la CEP Ile-de-France, sont administrées par un Conseil d'Administration. Etant dépourvues de moyens humains et matériels, elles ont confié la mission d'assurer leur gestion et leur animation à la CEP Ile-de-France qui fournit notamment les prestations de commercialisation des parts sociales émises par les SLE et la gestion technique des parts sociales souscrites par les sociétaires.

La CEP Ile-de-France exerce un contrôle sur les SLE par l'intermédiaire du délégué et de son Directoire. Il n'existe pas de contrôle interne au sein des SLE.

Les SLE affiliées à la CEP Ile-de-France ne peuvent conclure d'opérations bancaires et financières qu'avec cette dernière à l'exclusion de tout autre établissement. Les flux de trésorerie des SLE sont centralisés sur un compte de dépôt ouvert dans les livres de la CEP Ile-de-France au nom des SLE.

1.2. Caractéristiques essentielles des parts sociales et des conditions générales de l'offre

1.2.1. Forme des parts sociales

Les parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance sont des parts de sociétaires au sens de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la SLE.

Les parts sociales sont émises dans le cadre de la législation française, en euros et sous la forme nominative. La propriété de ces parts est établie par inscription en compte ou sur un registre spécial tenu par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance pour le compte des SLE. Les parts sociales des SLE affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ne peuvent être détenues que sur des comptes ouverts à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Les parts sociales ne sont pas cotées. Elles ont une valeur nominale de 20 €, conformément à l'article 7 des statuts des SLE.

1.2.2. Raisons de l'offre et utilisation du produit

L'offre au public de parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social des SLE et, a fortiori, de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

1.2.3. Modalités de l'opération

Le présent prospectus permet l'offre au public de parts sociales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France (« l'Offre au public ») sur une période d'un an à compter de la date du présent Prospectus.

Les émissions prévues sont d'un montant brut maximum de 800 000 000 € représentant 40 000 000 parts sociales (le « Plafond d'émissions pour l'Offre au public ») sur une période de souscription s'étendant du 3 juillet 2020 (*date l'approbation*) au 3 juillet 2021. Les parts sociales ne sont pas cotées. Elles ont une valeur nominale de 20 €. Leur liquidité est subordonnée à l'existence d'une demande.

Plafond de détention

Le montant minimum est celui correspondant au prix de souscription d'une part sociale.

Le nombre maximum de parts sociales pouvant être détenu a été fixé à 2500 parts sociales pour un sociétaire personne physique sauf pour les personnes dépassant ce plafond avant le 1^{er} novembre 2015. Par ailleurs, le Directoire de la CEP

Ile-de-France, qui en informera le COS, pourra de manière exceptionnelle déroger, au cas par cas, au plafond de détention fixé pour les sociétaires personnes physiques.

Le montant maximum de parts sociales détenu par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ne doit pas dépasser 20% de la totalité des parts sociales composant le capital social de la SLE.

Frais

Dans le cas d'une détention sur un compte dédié, les parts sociales ne sont soumises à aucun frais : pas de commission de souscription, pas de frais de rachat, ni de droit de garde.

1.2.4. Conditions auxquelles l'offre est soumise

Peuvent être sociétaires d'une SLE les personnes physiques ou morales ayant effectué avec la Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de Prévoyance une des opérations prévues aux articles L311-1, L311-2, L511-1, L511-2 et L511-3 du Code monétaire et financier, les salariés de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, les collectivités territoriales et, dans les conditions définies par l'article 3bis de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les autres personnes physiques ou morales mentionnées à cet article.

Le montant total brut maximum du produit des émissions dans le cadre du présent prospectus est estimé à 800 000 000 € (40 000 000 parts à 20 €). Ce montant du produit brut des émissions concerne les SLE.

Les charges relatives à l'opération seraient de 160 000 € environ, représentant uniquement les frais légaux et administratifs. L'opération ne donne pas lieu à la rémunération d'intermédiaires financiers.

Les souscriptions sont constatées par un bulletin de souscription.

Le souscripteur devient sociétaire à compter de son agrément par le Conseil d'Administration. L'agrément est réputé acquis à défaut de refus notifié dans le délai fixé dans le bulletin de souscription.

Aucune souscription ne peut être reçue par le Président du Conseil d'Administration, ou son délégué, si elle a pour effet de porter le capital souscrit à un montant supérieur au capital autorisé.

1.3. Principaux droits politiques et financiers attachés aux parts sociales et principaux risques attachés à la souscription de parts sociales

	Droits politiques et financiers attachés aux parts sociales	Principaux risques attachés à la souscription de parts sociales
Droit de vote	Droit de participer aux organes délibérant de la SLE selon le principe démocratique coopératif : « un homme, une voix »	En cas de détention de plusieurs parts sociales, le sociétaire ne dispose que d'une seule voix, conformément au principe démocratique coopératif « un homme, une voix »
Rendement	<ul style="list-style-type: none"> - Droit potentiel à un intérêt annuel - Absence totale de frais, tant à la souscription, à la tenue de compte qu'au remboursement (dans le cas d'une détention en compte dédié) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rémunération aléatoire car conditionnée à une décision souveraine de l'assemblée générale de la CEP¹ - Rémunération plafonnée à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points - Seules les parts détenues à la date de clôture de l'exercice de la SLE donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt.
Remboursement	- Hors défaut ou faillite de l'émetteur, les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale	<ul style="list-style-type: none"> - Le remboursement des parts sociales, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE, est effectué à la date du premier jour ouvré du nouvel exercice, sauf cas dérogatoires prévus aux statuts² - Les parts sociales sont remboursables sous réserve des dispositions statutaires relatives à la somme minimale en-deçà de laquelle le capital de la SLE ne peut descendre - Le remboursement des parts sociales est conditionné par l'agrément de la Banque Centrale Européenne dès lors que le montant net des remboursements cumulés sur 12 mois, de juillet à juin, dépasse 2% de son dernier montant de Common Equity Tiers One publié <p>Ainsi, les sociétaires doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure de céder facilement leurs parts sociales</p>
Responsabilité Capital	<ul style="list-style-type: none"> - Les parts sociales ont une valeur nominale fixe de 20 euros - Responsabilité des sociétaires limitée au montant nominal des parts - Risque investisseur portant sur le Groupe BPCE et non sur la SLE ou la CEP (du fait de l'existence d'un système de garantie interne liant toutes les entités du Groupe BPCE) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les sociétaires restent tenus pendant 5 ans de toutes obligations existant au moment de leur retrait, conformément à l'art. L.231-6 du Code de commerce - Le remboursement des parts du sociétaire sortant peut être réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan de la SLE - Le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de l'émetteur, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE
Liquidité	Les parts sociales n'étant pas cotées, elles ne sont pas soumises aux aléas de la Bourse	<p>Liquidité faible : rachat honorés annuellement (ou sous trois mois dans les cas dérogatoires prévus aux statuts), sous réserve du respect du capital minimum de la SLE et de l'Autorisation du CA de la SLE</p> <p>En conséquence, aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales, celle-ci pouvant être faible ou nulle</p>
Rang de subordination		<ul style="list-style-type: none"> - En cas de liquidation, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales et, enfin, de rembourser éventuellement le capital social aux sociétaires, si celui-ci est suffisant après paiement des dettes de la SLE - Absence de droit sur l'actif net en cas de liquidation de la SLE (le sociétaire ne peut donc avoir droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sans que ce remboursement ne puisse excéder la valeur nominale en vigueur au moment de sa sortie)

¹ Par une recommandation en date du 27 mars 2020, la Banque Centrale Européenne a demandé aux établissements de crédit, dans le cadre de la crise sanitaire de COVID 19, de reporter le versement des dividendes ou intérêts aux parts sociales et les engagements irrévocables de verser ces dividendes ou intérêts aux parts sociales pour les exercices 2019 et 2020. Pour tenir compte de cette recommandation, l'assemblée générale de chaque SLE a décidé de différer le versement de l'intérêt aux parts sociales à la date du 30 septembre 2020, sauf interdiction par les autorités françaises ou européennes. Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.

II - Attestation du responsable des informations contenues dans le prospectus

2.1. Personne responsable des informations contenues dans le prospectus

Didier PATAULT, Président du Directoire

2.2. Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patault', written in a cursive style with a horizontal line underneath.

Didier PATAULT,
Président du Directoire

Date : 3 juillet 2020

III - Facteurs de risques

Les entités locales émettrices considèrent que les facteurs de risques décrits au point 3.3 ci-dessous constituent les principaux risques inhérents à la souscription de parts sociales, sans pour autant que cette liste soit exhaustive. Avant toute décision de souscription, le sociétaire potentiel doit examiner attentivement toute information incluse dans le présent prospectus (y compris les documents incorporés par référence) et notamment les facteurs de risque décrits au point 3.3 ci-dessous.

3.1. Facteurs de risques relatifs au Groupe BPCE

S'agissant des facteurs de risques du Groupe BPCE, ces principaux facteurs de risques sont disponibles dans le document d'enregistrement universel de BPCE n° D.20-0174 (Chapitre 6 « Gestion des risques ») (ainsi que son amendement déposé le 28 mai 2020 sous le numéro D.20-0174-A01 (Chapitre 2.2), préalablement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et incorporé par référence au présent prospectus, publié sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), de BPCE (www.bpce.fr) et disponible sans frais à son siège social.

3.2. Facteurs de risques relatifs à la CEP Ile-de-France

S'agissant des facteurs de risques de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, ces principaux facteurs de risques sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France (Chapitre 2.6 « Gestion des risques »), déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr).

Il est à noter que la situation de crise liée au Covid-19 pourrait avoir des impacts sur les métiers de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France, ses résultats et sur sa situation financière. En l'état actuel des choses, l'impact de cette situation, en particulier en prenant en compte les mesures de politique budgétaire et de politique monétaire de soutien à l'activité mise en place par le gouvernement français et par la Banque Centrale Européenne, est difficile à quantifier.

3.3. Facteurs de risques relatifs aux parts sociales et à leur souscription

3.3.1. Liquidité

Les parts sociales des SLE ne sont pas cotées. Elles échappent ainsi aux aléas de la bourse, mais leur liquidité est subordonnée à l'existence d'une demande (en pratique, sauf cas dérogatoires, le remboursement des parts est effectué à la date du premier jour ouvré du nouvel exercice).

Les rachats de parts sociales étant subordonnés au respect du capital minimum et à l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE, **aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales, celle-ci pouvant ainsi être faible ou nulle.**

3.3.2. Remboursement

Les sociétaires peuvent demander le rachat de leurs parts. Cette demande doit être formulée avant la date de clôture de l'exercice, le remboursement intervenant au plus tard, sauf exceptions prévues aux statuts, à la date du premier jour ouvré du nouvel exercice, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE.

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la SLE sont soumis à l'autorisation préalable de la BCE dès lors que leur montant dépasse à tout moment le montant des souscriptions brutes de parts sociales. Comme le permet ce même article 32, les Caisses d'Épargne ont sollicité auprès de la BCE l'autorisation de pouvoir, si nécessaire, réduire le montant de leurs instruments de fonds propres de base de catégorie 1 (par remboursement de parts sociales), dans la limite de 2% de leurs fonds propres de base de catégorie 1. Cette autorisation est délivrée pour une période de 1 an à compter du mois de juillet de chaque année. L'autorisation a été délivrée le 24 juin 2020 pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.

Aucune reprise ne peut toutefois avoir pour effet de réduire le capital souscrit à une somme inférieure au capital minimum. Si cette limite est atteinte, les sorties se font par ordre d'ancienneté des demandes de rachat et sous réserve de l'agrément du Conseil d'Administration de la SLE, uniquement dans la mesure où des souscriptions nouvelles ou une augmentation du capital souscrit permettent la reprise des apports des sociétaires désirant se retirer.

Si ces conditions sont remplies, les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale.

3.3.3 Risque de défaut

Il n'existe aucun mécanisme de solidarité entre les SLE.

En cas de défaillance d'une SLE, sa liquidité et sa solvabilité sont garanties par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, laquelle bénéficie de la couverture du mécanisme de solidarité interne au Groupe BPCE. **Néanmoins, l'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE.**

En effet, les parts sociales de la Caisse d'Épargne et Prévoyance, détenues par les SLE, sont des parts de capital social et des instruments de fonds propres de base ayant vocation à supporter les pertes encourues par la Caisse d'Épargne en cas d'épuisement des réserves constitutives des capitaux propres, de la liquidation de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance ou en cas de mise à contribution de ses capitaux propres au titre de l'application du mécanisme de solidarité qui la lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE.

Par ailleurs, les parts sociales ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, prévu à l'article L. 322-1 du Code monétaire et financier, ainsi qu'au mécanisme de garantie des déposants, prévu à l'article L. 312-4 du même code.

3.3.4. Risque en capital

Conformément aux règles applicables aux sociétés coopératives, le remboursement des parts du sociétaire sortant peut être réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan de la SLE.

3.3.5. Rendement

La détention de parts sociales ouvre droit à participer aux organes délibérants de la SLE et donne droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'Assemblée Générale ordinaire annuelle de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance sans qu'il puisse dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). Seules les parts détenues à la date de clôture de l'exercice de la SLE donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt.

Par une recommandation en date du 27 mars 2020, la Banque Centrale Européenne a demandé aux établissements de crédit, dans le cadre de la crise sanitaire de COVID 19, de reporter le versement des dividendes ou intérêts aux parts sociales et les engagements irrévocables de verser ces dividendes ou intérêts aux parts sociales pour les exercices 2019 et 2020. Pour tenir compte de cette recommandation, l'assemblée générale de chaque SLE a décidé de différer le versement de l'intérêt aux parts sociales à la date du 30 septembre 2020, sauf interdiction par les autorités françaises ou européennes.

Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.

La décision de verser une rémunération aux parts sociales est aléatoire car subordonnée à la décision de l'AGO de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, aucune assurance ne peut donc être donnée quant à la rémunération des parts sociales.

Seules les parts détenues à la date de clôture de l'exercice de la SLE donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt.

3.3.6. Absence de droit sur l'actif net

Les parts sociales des SLE ne donnent pas de droit sur l'actif net en cas de liquidation de la SLE, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'Assemblée Générale à d'autres coopératives ou unions de coopératives ou à des œuvres d'intérêt général ou professionnel. **En tout état de cause le sociétaire ne peut donc avoir droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sans que ce remboursement ne puisse excéder la valeur nominale en vigueur au moment de sa sortie.**

3.3.7. Rang de subordination

En cas de liquidation d'une SLE, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social aux sociétaires, si celui-ci est suffisant après paiement des dettes de la SLE.

3.3.8. Modifications législatives et réglementaires

Les modalités et informations relatives aux parts sociales décrites dans le présent prospectus sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date du présent prospectus. **Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la réglementation fiscale) postérieure à la date du présent prospectus.**

3.3.9. Fiscalité

Les souscripteurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les souscripteurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

IV - Caractéristiques des émissions de parts sociales

4.1. Autorisation

Le Directoire de la CEP Ile-de-France a décidé le 02/06/2020 de procéder au cours d'une période d'un an à compter de la date d'approbation du présent prospectus à des émissions directes dans le public d'au plus 40 000 000 parts sociales nouvelles de SLE de 20 € soit un montant maximum brut prévisible de 800 000 000 € (« plafond d'émissions pour l'offre au public »). Ces parts sociales seront émises en continu corrélativement aux demandes de souscriptions présentées et agréées par le Conseil d'Administration de la SLE en vertu des pouvoirs qui lui sont statutairement conférés.

A titre indicatif, le montant brut des émissions de parts sociales des SLE affiliées à la CEP Ile-de-France au cours de l'exercice 2019 s'élève à 361 265 520€.

4.2. Cadre Juridique

Peuvent être sociétaires d'une SLE les personnes physiques ou morales ayant effectué avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance une des opérations prévues aux articles L.311-1, L311-2, L.511-1, L511-2 et L511-3 du Code Monétaire et Financier, les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, les collectivités territoriales et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et, dans les conditions définies par l'article 3bis de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les autres personnes physiques ou morales mentionnées à cet article.

Un sociétaire ne peut détenir une ou plusieurs parts d'une autre SLE affiliée à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

4.3. Catégorie d'investisseurs potentiels concernés par l'offre

Les sociétaires actuels et les clients de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance non encore sociétaires, personnes physiques ou morales. L'acquisition de la qualité de sociétaire est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la SLE, le délégué de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance pouvant s'opposer à cet agrément, sans qu'il soit tenu de faire connaître les motifs de cette opposition.

4.4. But des émissions

L'offre au public de parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social des SLE et, a fortiori, de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

4.5. Prix et montant de la souscription

Le montant minimum de souscription est celui correspondant au prix de souscription d'une part sociale, soit 20 euros.

Le nombre maximum de parts sociales pouvant être détenu a été fixé à 2500 parts sociales pour un sociétaire personne physique sauf pour les personnes dépassant ce plafond avant le 1^{er} novembre 2015. Par ailleurs, le Directoire de la CEP Ile-de-France, qui en informera le COS, pourra de manière exceptionnelle déroger, au cas par cas, au plafond de détention fixé pour les sociétaires personnes physiques.

Le montant maximum de parts sociales détenu par les collectivités territoriales et les Etablissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne doit pas dépasser 20% de la totalité des parts sociales composant le capital social de la SLE.

4.6. Montant indicatif prévisionnel du produit des émissions

Les émissions prévues sont d'un montant brut estimé de 800 000 000 euros représentant 40 000 000 parts sociales émises à leur valeur nominale, soit 20 euros par part sociale sur une durée estimée de 12 mois à compter de la date du présent prospectus.

Les charges relatives à l'opération seraient de 160 000 € environ, représentant uniquement les frais légaux et administratifs. L'opération ne donne pas lieu à la rémunération d'intermédiaires financiers.

4.7. Période de souscription

La période de souscription s'étend du 3 juillet 2020 (*date de l'approbation*) au 3 juillet 2021, cette durée étant indicative.

4.8. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription.

4.9. Etablissement domiciliataire

Les souscriptions en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer seront reçues aux guichets des agences de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou par le biais d'une vente à distance mettant en œuvre un moyen de télécommunication (téléphone ou internet) avec contractualisation de l'accord.

4.10. Modalités et délais de délivrance des parts sociales nouvelles

Les parts sociales sont obligatoirement nominatives.

Les souscriptions sont constatées par un bulletin de souscription établi en double exemplaire et indiquant, notamment, le nom, prénom ou dénomination du souscripteur ainsi que son adresse. Ce bulletin de souscription, daté et signé par le souscripteur, précise le nombre de parts souscrites.

Les nouvelles parts ne peuvent être émises qu'à leur valeur nominale et doivent être intégralement libérées.

En cas de souscription par un sociétaire, le bulletin de souscription doit être accompagné du règlement des sommes nécessaires pour la libération intégrale des parts. La date de souscription est la date de libération effective.

En cas de souscription par un non sociétaire, le bulletin de souscription est établi sous la condition de l'agrément du souscripteur par le Conseil d'Administration, le délégué de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance pouvant s'opposer à l'agrément du souscripteur. Les sommes représentant la libération intégrale des parts doivent être bloquées dans un compte ouvert au nom du souscripteur à la Caisse d'Epargne jusqu'à la décision du Conseil d'Administration.

L'agrément est réputé acquis à défaut de refus notifié dans le délai fixé dans le bulletin de souscription.

Aucune souscription ne peut être reçue par le Président du Conseil d'Administration, ou par son délégué, si elle a pour effet de porter le capital souscrit à un montant supérieur au capital autorisé.

L'Assemblée Générale annuelle qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé constate le montant du capital souscrit à la clôture de l'exercice.

V - Renseignements généraux sur les parts sociales émises

5.1. Forme

Les parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance sont des parts de sociétaires au sens de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la SLE.

Les parts sociales sont émises dans le cadre de la législation française, en euros et sous la forme nominative. La propriété de ces parts est établie par inscription en compte ou sur un registre spécial tenu par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance pour le compte des SLE. Les parts sociales des SLE affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance ne peuvent être détenues que sur des comptes ouverts à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

Les parts sociales ne sont pas cotées. Elles ont une valeur nominale de 20 €, conformément à l'article 7 des statuts des SLE.

5.2. Droits attachés politiques et financiers

Droit de vote

La détention de parts sociales ouvre droit à participer aux organes délibérants de la SLE selon le principe démocratique coopératif "un homme, une voix" repris à l'article 4 de la loi du 10 septembre 1947 précitée. En cas de démembrement de la propriété, seul le nu-proprétaire a le droit de vote, même pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices.

Rémunération

Les parts sociales donnent droit à un intérêt annuel, qui est fixé, pour toutes les SLE affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance par l'Assemblée Générale annuelle de cette Caisse d'Épargne et de Prévoyance et dont le montant ne peut excéder la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 précitée.

Par une recommandation en date du 27 mars 2020, la Banque Centrale Européenne a demandé aux établissements de crédit, dans le cadre de la crise sanitaire de COVID 19, de reporter le versement des dividendes ou intérêts aux parts sociales et les engagements irrévocables de verser ces dividendes ou intérêts aux parts sociales pour les exercices 2019 et 2020. Pour tenir compte de cette recommandation, l'assemblée générale de chaque SLE a décidé de différer le versement de l'intérêt aux parts sociales à la date du 30 septembre 2020, sauf interdiction par les autorités françaises ou européennes.

Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.

A titre indicatif, et sans préjuger des rémunérations futures qui seront décidées par l'Assemblée Générale annuelle de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, le taux d'intérêt hors fiscalité et prélèvements sociaux applicable au cadre d'investissement (cf. paragraphe 5.5 régime fiscal des parts sociales) versé aux parts sociales détenues par les sociétaires en 2020 (au titre de l'exercice de 2019) pourrait être de 1,25 % brut ; En 2019, il était de 1,25 % brut ; En 2018, il était de 1,50 % brut).

L'intérêt dû sur chaque part sociale est calculé prorata temporis, par mois civil de détention à compter du premier jour du mois suivant l'agrément du sociétaire ou de la date de réception de la souscription et, pour les sociétaires déjà agréés, à compter du premier mois suivant la libération des parts.

Seules les parts détenues à la date de clôture de l'exercice de la SLE donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt selon la règle décrite ci-dessus. Ainsi, les parts cédées avant la date de clôture de l'exercice ne donneront pas droit à intérêt.

Droit à remboursement

Les sociétaires peuvent demander le rachat de leurs parts. Cette demande doit être formulée avant la date de clôture de l'exercice, le remboursement intervenant au plus tard, sauf exceptions prévues aux statuts, à la date du premier jour ouvré du nouvel exercice, sous réserve du respect du capital minimum et de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE.

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la SLE sont soumis à l'autorisation préalable de la BCE dès lors que leur montant dépasse à tout moment le montant des souscriptions brutes de parts sociales. Comme le permet ce même article 32, les Caisses d'Epargne ont sollicité auprès de la BCE l'autorisation de pouvoir, si nécessaire, réduire le montant de leurs instruments de fonds propres de base de catégorie 1 (par remboursement de parts sociales), dans la limite de 2% de leurs fonds propres de base de catégorie 1. Cette autorisation est délivrée pour une période de 1 an à compter du mois de juillet de chaque année. L'autorisation a été délivrée le 24 juin 2020 pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.

Si ces conditions sont remplies, les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale.

Ainsi les sociétaires doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure de céder facilement leurs parts sociales.

Les parts sociales des SLE ne donnent pas de droit sur l'actif net en cas de liquidation de la SLE, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'Assemblée Générale à d'autres coopératives ou unions de coopératives ou à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

En cas de dissolution avec liquidation de la SLE, la réalisation de l'actif lors de la phase de liquidation permettra de rembourser éventuellement le capital social aux sociétaires si celui-ci est suffisant après paiement des dettes de la SLE.

En cas de dissolution sans liquidation, lors d'une fusion par exemple, les parts sociales de la SLE fusionnée seraient transmises de droit à la nouvelle SLE ou la SLE absorbante, les sociétaires détenant alors l'équivalent des parts sociales qu'ils détenaient auparavant, mais issues de cette SLE fusionnée.

En cas de défaillance d'une SLE, sa liquidité et sa solvabilité sont garanties par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, laquelle bénéficie de la couverture du mécanisme de solidarité interne au Groupe BPCE. **Néanmoins l'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE.**

En effet, les parts sociales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, détenues par les SLE, sont des parts de capital social et des instruments de fonds propres de base ayant vocation à supporter les pertes encourues par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance en cas d'épuisement des réserves constitutives des capitaux propres, de la liquidation de la Caisse d'Epargne ou en cas de mise à contribution de ses capitaux propres au titre de l'application du mécanisme de solidarité qui la lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE.

Par ailleurs, les parts sociales ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, prévu à l'article L. 322-1 du Code monétaire et financier, ainsi qu'au mécanisme de garantie des déposants, prévu à l'article L. 312-4 du même code.

5.3. Frais

Dans le cas d'une détention sur un compte dédié, les parts sociales ne sont soumises à aucuns frais : pas de commission de souscription, pas de frais de rachat, ni de droits de garde.

5.4. Négociabilité

Les parts sociales peuvent faire l'objet de cessions entre sociétaires et de rachats par les SLE.

5.4.1. Cessions de parts entre sociétaires

Les cessions de parts sont soumises à agrément du Conseil d'Administration de la SLE dans les conditions prévues aux statuts, le délégué de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance pouvant s'opposer à la cession de parts. Le futur sociétaire doit remplir les conditions fixées par la loi.

Toute mutation entre vifs de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou par acte sous seing privé enregistré. Conformément à l'article 1865 du code civil, la cession est opposable à la société par transfert sur ses registres. La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités qui sont à la charge du cessionnaire. Lorsque deux époux sont simultanément membres de la SLE, les cessions faites par l'un à l'autre, pour être valables, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

Enfin, il est rappelé que dans le cas d'une détention sur un compte dédié, les parts sociales ne sont soumises à aucuns frais : pas de commission de souscription, pas de frais de rachat, ni de droits de garde.

5.4.2. Rachat des parts par les SLE

Tout sociétaire désirant liquider tout ou partie de ses parts sociales peut en demander le rachat à la SLE. Il renseigne à cet effet un bulletin de demande de rachat en double exemplaire, daté et signé par lui ou par son mandataire.

Le rachat par la SLE emporte annulation des parts, réduction du capital de la SLE et remboursement des parts à leur valeur nominale, dans les conditions prévues aux statuts.

Les demandes de rachats doivent être formulées avant la date de clôture de l'exercice, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE et du respect du capital minimum. Elles ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital souscrit à une somme inférieure au montant minimal du capital prévu par les statuts. Un sociétaire perd sa qualité de sociétaire à la date de rachat de la totalité de ses parts ou de la dernière de ses parts à savoir à la date de leur remboursement.

5.4.3. Remboursement

Les sociétaires peuvent à tout moment demander le rachat de leurs parts, le remboursement des parts à leur valeur nominale intervenant au plus tard, sauf cas dérogatoires prévus ci-dessous (cf. paragraphe 5.4.4 « cas dérogatoire de droit commun », paragraphe 5.4.5 « cas dérogatoire spécifique aux Plan d'Epargne Actions »), à la date du premier jour ouvré du nouvel exercice, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE.

Le remboursement emporte perte de la qualité de sociétaire.

5.4.4. Cas dérogatoires de droit commun

Par exception, le remboursement des parts d'un sociétaire, personne physique, est effectué dans un délai maximum de trois mois à compter de la demande en cas de décès, de licenciement, de départ à la retraite ou en préretraite, d'invalidité, de divorce, de redressement judiciaire du sociétaire, de déménagement du sociétaire hors du ressort territorial de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation, de transfert à l'étranger du domicile du sociétaire, du rattachement de celui-ci à un autre foyer fiscal, de clôture d'un livret A lorsque le client ne détient pas d'autres produits et de tout événement exceptionnel revêtant une gravité telle qu'elle contraigne le sociétaire à liquider tout ou partie de ses parts.

Il l'est dans les mêmes conditions s'agissant d'un sociétaire, personne morale, en cas de redressement judiciaire, liquidation, dissolution et tout événement exceptionnel revêtant une gravité telle qu'elle contraigne le sociétaire à liquider tout ou partie de ses parts.

Le remboursement des parts sociales effectué dans le cadre d'un rachat dérogatoire entraîne la perte des intérêts.

5.4.5. Cas dérogatoires spécifiques aux Plans d'Epargne en Actions – PEA

Par exception, le remboursement des parts souscrites dans le cadre d'un PEA par un sociétaire, est effectué dans les conditions spécifiques prévues par la réglementation applicable au PEA.

La clôture du PEA ou son transfert vers un autre établissement constitue un cas de rachat dérogatoire entraînant le remboursement des parts sociales qui y sont souscrites et le versement de la somme correspondante sur le compte espèce du PEA avant transfert ou clôture de celui-ci.

5.5. Régime fiscal des parts sociales

Les informations suivantes sont communiquées en l'état de la législation en vigueur au 1er janvier 2020.

Les intérêts aux parts sociales sont, d'un point de vue fiscal, assimilés à des dividendes d'actions françaises et sont soumis au régime fiscal y afférent.

Les souscripteurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les souscripteurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

5.5.1. Personnes morales établies fiscalement en France

Pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (IS), les revenus de parts sociales encaissés sont pris en compte pour la détermination du bénéfice imposable à l'IS dans les conditions de droit commun.

Pour les organismes sans but lucratif non soumis à l'IS dans les conditions de droit commun, les revenus des parts sociales sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 15%, au titre de l'année de leur perception.

5.5.2. Personnes physiques domiciliées fiscalement en France

Les revenus des parts sociales sont soumis au titre de l'année de leur perception, à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% sur leur montant brut (sans abattement) ou, sur option expresse et irrévocable, formulée dans le cadre de la déclaration de revenus, au barème progressif de l'impôt sur le revenu après application de l'abattement de 40%. L'option pour le barème progressif est globale et s'applique à l'ensemble des revenus ou gains perçus par tous les membres du foyer fiscal, soumis en principe à une imposition au taux forfaitaire précité.

Lors du versement, ils supportent un prélèvement forfaitaire obligatoire, non libératoire de l'impôt sur le revenu, opéré à la source par l'établissement payeur au taux de 12,8% sur leur montant brut.

Ce prélèvement fait office d'acompte d'impôt sur le revenu et s'impute, l'année suivante, sur l'impôt calculé soit au taux forfaitaire soit au barème progressif. L'excédent éventuel est restitué au contribuable.

Le sociétaire peut cependant demander à être dispensé de ce prélèvement en produisant à l'établissement payeur des revenus, une attestation sur l'honneur mentionnant que le revenu fiscal de référence du foyer fiscal auquel il appartient, déterminé au titre de l'avant-dernière année précédant celle du paiement des revenus est inférieur à un seuil fixé par la loi (au 1er janvier 2018) à :

- 50 000 euros pour un célibataire, veuf ou divorcé,
- 75 000 euros pour un couple marié ou lié par un PACS, soumis à une imposition commune.

Cette attestation doit être produite chaque année, au plus tard, le 30 novembre de l'année qui précède celle du paiement des revenus.

Les revenus des parts sociales supportent également les prélèvements sociaux, au taux global de 17,2% au 1er janvier 2020 opérés à la source par l'établissement payeur, à savoir :

- la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 9,2%, dont 6,8% sont déductibles des revenus soumis à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de son versement uniquement lorsque le contribuable opte pour l'imposition des revenus au barème progressif ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,5% ;
- le prélèvement fiscal de solidarité de 7,5%.

5.5.3. Personnes domiciliées ou établies fiscalement hors de France

Les revenus des parts sociales sont assimilés par le droit fiscal français à des dividendes et suivent par conséquent le régime fiscal y afférent.

Dans ces conditions, les revenus des parts sociales versés à des sociétaires domiciliés hors de France sont soumis à une retenue à la source (article 119 bis-2 du CGI) de droit interne au taux de :

- 12,8% lorsque le bénéficiaire effectif de ces revenus est une personne physique ;
- 28% pour les intérêts versés entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2021 (26,5% à compter du 1^{er} janvier 2021) lorsque le bénéficiaire effectif de ces revenus est une personne morale ;
- 15% lorsque le bénéficiaire effectif est un organisme sans but lucratif ayant son siège dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui seraient imposés dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 s'ils avaient leur siège en France ;
- 75% pour les revenus payés dans un Etat ou territoire non coopératif ;

La clause "dividendes" des conventions fiscales internationales conclues par la France avec les Etats de résidence des bénéficiaires, peut prévoir la réduction du taux de cette retenue à la source et parfois sa suppression.

L'application des dispositions des conventions fiscales internationales est alors obtenue dans le cadre d'une demande de remboursement du différentiel constaté entre le taux de retenue à la source de droit interne et le taux de retenue à la source conventionnel.

La demande de remboursement doit être réalisée avant le 31 décembre de la deuxième année suivant celle du versement de la retenue à la source.

Elle doit être adressée au Centre des impôts des non-résidents à l'appui du formulaire général 5000 et du formulaire « dividendes » 5001 visés par l'administration fiscale du pays de résidence du bénéficiaire des revenus.

Le sociétaire est toutefois susceptible de bénéficier immédiatement des avantages conventionnels (taux réduit ou suppression de la retenue) dans le cadre d'une procédure dite « simplifiée » s'il présente une attestation de résidence (formulaire 5000) visée par l'administration fiscale de l'Etat de sa résidence fiscale à l'établissement payeur avant la mise en paiement des revenus.

Cas spécifique du département de Saint-Pierre-et-Miquelon :

Il est à noter que les intérêts aux parts sociales versés à des résidents personnes physiques de Saint-Pierre-et-Miquelon font l'objet d'une retenue à la source égale à 12,8 % du montant brut décaissé par la société. Il est précisé que cette base de calcul ne peut pas faire l'objet de l'abattement de 40 % dont bénéficient les contribuables domiciliés en France.

La retenue est opérée par la Caisse d'Epargne Ile-de-France, qui assure le paiement des revenus, en sa qualité d'établissement payeur, au moment du versement effectif des sommes à leur bénéficiaire.

La retenue à la source acquittée ouvre droit à un crédit d'impôt imputable sur le montant de l'impôt sur le revenu dû à Saint-Pierre-et-Miquelon.

5.6. Cession des parts de gré à gré

Les parts sociales étant cédées pour leur valeur nominale, aucune plus-value ne sera constatée à l'occasion d'une cession de gré à gré.

5.7. Rachat de parts par la Société Locale d'Epargne

Les parts étant rachetées à leur valeur nominale, aucune plus-value ne sera constatée à l'occasion d'un rachat de part par la SLE.

5.8. Éligibilité au PEA

Les parts sociales peuvent être souscrites dans le cadre d'un Plan d'Epargne en Actions prévu aux articles L.221-30 à L.221-32 du code monétaire et financier. Pendant la durée du plan, les produits et plus-values de cession que procurent les placements effectués dans le PEA ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu dès lors qu'aucun retrait n'est effectué sur le PEA avant l'expiration de la 5^e année du plan.

Si le titulaire effectue un retrait sur le PEA avant l'expiration de la 5^{ème} année de fonctionnement du plan, le gain net réalisé depuis l'ouverture du plan est soumis à l'impôt sur le revenu, dès le premier euro, au taux forfaitaire de 12,8 % ou au barème progressif de l'impôt sur le revenu en cas d'option.

Ce taux est majoré des prélèvements sociaux en vigueur.

Lorsque le retrait intervient après l'expiration de la 5^{ème} année du plan, le gain net est totalement exonéré d'impôt sur le revenu, mais supporte les prélèvements sociaux.

Les parts sociales ne sont en revanche pas éligible au Plan d'Epargne en Actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (PEA-PME/ETI) prévus aux articles L.221-32-1 à L.221-32-3 du Code monétaire et financier.

5.9. Tribunaux compétents en cas de litige

En cas de contestation, le titulaire peut s'adresser à l'agence de sa Caisse d'Epargne et de Prévoyance et, à défaut de solution, au Service de la Médiation bancaire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France (Le médiateur de la Caisse d'Epargne Ile-de-France TSA 31359 – 75621 Paris Cedex - Site internet : www.mediateur-ceidf.fr).

Pendant la durée de la Société Locale d'Epargne ou lors de sa liquidation, les contestations qui s'élèveraient soit entre une Société Locale d'Epargne et ses sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises en dernier lieu à la juridiction du tribunal du lieu du siège social de la Société Locale d'Epargne émettrice.

Le délai de prescription applicable est de 5 ans conformément à la réglementation en vigueur.

VI - Renseignements généraux relatifs aux entités locales émettrices

6.1. Forme juridique

Conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, les SLE sont des sociétés coopératives à capital variable. Elles sont soumises aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, des articles L.512-92 et suivants du Code monétaire et financier, des articles L.231-1 à L.231-8 du Code de Commerce sur les sociétés à capital variable et aux dispositions générales du Code civil contenues dans les articles 1832 à 1844-17, ainsi qu'aux dispositions de leurs statuts.

Toute modification des statuts est soumise à l'agrément préalable de BPCE, organe central des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires.

6.2. Objet social

Selon les dispositions de l'article L.512-92 du Code monétaire et financier, et aux termes de l'article 3 des statuts, la SLE a pour objet :

- de détenir les parts de capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance
- de contribuer à l'élaboration des orientations générales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance
- de favoriser, dans le cadre de ces orientations générales, la détention la plus large possible du capital de cette Caisse d'Epargne et de Prévoyance en animant le sociétariat des SLE qui lui sont affiliées.

La SLE poursuit la réalisation de son objet exclusivement dans le cadre du réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance.

6.3. Exercice social

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1er juin et se termine le 31 mai.

6.4. Durée de vie

La durée de chaque SLE est fixée à 99 ans, à compter de l'acquisition de la personnalité morale, dans les termes de l'article 6 des statuts.

6.5. Caractéristiques du capital social

Le capital est constitué de parts sociales d'une valeur nominale de 20 euros.

Le capital effectivement souscrit, varie entre un capital minimum et un capital maximum appelé capital autorisé, comme indiqué ci-après.

Le montant du capital minimum correspond à la quote-part de la Société Locale d'Epargne dans le capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance constatée à la clôture de l'exercice de la Société Locale d'Epargne par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le montant du capital autorisé correspond à 500% du montant du capital minimum.

En application des dispositions des articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce, le capital social est susceptible d'augmentation, au moyen de l'admission de nouveaux sociétaires ou de la souscription de parts nouvelles par les sociétaires.

Le capital est également susceptible de diminution par la reprise des apports des associés.

Le capital souscrit peut également varier dans les conditions prévues par l'Assemblée Générale Extraordinaire, les sociétaires faisant alors leur affaire personnelle des rompus éventuels.

6.6. Organisation et fonctionnement

6.6.1. Assemblées Générales

Les décisions collectives des sociétaires sont prises en Assemblées Générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Toute Assemblée Générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des sociétaires. Les décisions prises s'imposent à tous les sociétaires, même aux absents. Tout sociétaire a le droit de participer à l'Assemblée Générale et d'y exercer les droits qui lui sont dévolus, sous réserve d'avoir été agréé au moins cinq jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

L'Assemblée Générale ordinaire délibère quel que soit le nombre des sociétaires présents ou représentés et les résolutions sont adoptées à la majorité des voix dont disposent les sociétaires présents ou représentés.

L'Assemblée Générale ordinaire est compétente notamment pour :

- Prendre connaissance du compte rendu de l'activité de la société, du rapport d'activité de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à laquelle la SLE est affiliée, ainsi que des communications que celle-ci souhaite porter à la connaissance de l'Assemblée ;
- Approuver le bilan et le compte de résultat et l'annexe de la SLE, l'affectation du résultat tel qu'arrêté par le Conseil d'Administration et autorisé par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à laquelle la SLE est affiliée ;
- Fixer dans les limites prévues à l'article 21, le nombre des membres du Conseil d'Administration ou le nombre minimum et le nombre maximum de membres du Conseil d'Administration, les élire et les révoquer ;
- Décider de la date de la mise en paiement des intérêts dont le niveau est fixé par l'Assemblée Générale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation ;
- Constater le montant du capital souscrit à la clôture de l'exercice ;
- Adopter et/ou modifier le règlement d'administration intérieure.

L'Assemblée Générale extraordinaire délibère valablement lorsque le quart des sociétaires sont présents ou représentés sur première convocation et quel que soit le nombre de sociétaires présents ou représentés sur deuxième convocation. Les résolutions sont adoptées à la majorité des deux tiers au moins des voix dont disposent les sociétaires présents ou représentés sur première convocation et à la majorité des voix dont disposent les sociétaires présents ou représentés sur deuxième convocation.

L'Assemblée Générale extraordinaire est compétente, après accord de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation, pour :

- Modifier les statuts, dans le cadre des statuts type ;
- Décider la dissolution de la SLE, sa mise en liquidation ou sa fusion.

Chaque sociétaire peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit et qui, dans ce cas, dispose d'une voix par sociétaire qu'il représente, sans pouvoir cependant excéder 4 voix, la sienne comprise, hors représentation légale.

6.6.2. Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration administre la SLE. Il est composé au minimum de 12 membres et au maximum de 15 membres.

Les membres du Conseil d'Administration sont élus parmi les sociétaires et nommés par l'Assemblée Générale, sous réserve des dispositions statutaires concernant la cooptation éventuelle de membres du Conseil d'Administration. Les membres du Conseil d'Administration prennent le titre d'administrateur.

La durée des fonctions des administrateurs est de 6 ans, les administrateurs étant rééligibles.

Ne peuvent être élus en qualité d'administrateur :

- Toute personne physique ou morale administrateur d'une SLE affiliée à une autre Caisse d'Epargne et de Prévoyance;
- Tout salarié, membre de Directoire ou administrateur, d'un établissement de crédit n'appartenant pas au Groupe BPCE, sauf dérogation donnée par le Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation ou de BPCE.

Tout administrateur qui en cours de mandat perd sa qualité de sociétaire ou est frappé d'un des cas d'inéligibilité cité ci-dessus est réputé démissionnaire d'office.

Les administrateurs sont révocables sur juste motif par l'Assemblée Générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, et après autorisation du Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation.

Les personnes morales qui font partie du Conseil d'Administration doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui ne peut être en même temps administrateur personne physique. Le représentant est soumis aux mêmes conditions et obligations et aura les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente ; si celle-ci révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Le Conseil d'Administration jouit, à l'égard des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la SLE et accomplir tous actes relatifs à son objet. A l'égard des sociétaires, et sans que cela n'ait d'effet à l'égard des tiers, il doit se conformer aux prescriptions des statuts, aux décisions de l'Assemblée Générale, respecter les décisions et orientations de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à laquelle la SLE est affiliée. Il conclut une convention de gestion avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation conformément aux dispositions arrêtées par BPCE. Il désigne les candidats au COS de la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance désigne un délégué dans chaque SLE afin de représenter l'établissement auprès de la SLE. Il est convoqué à toutes les réunions du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales et y participe. Il donne notamment son avis sur la cession et l'acquisition de parts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et dispose d'un droit d'opposition sur l'agrément et l'exclusion de tout sociétaire.

Le Conseil d'Administration se réunit, par tout moyen, y compris de visioconférence ou de télécommunication au moins deux fois par an sur convocation de son président.

La présence du tiers des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations et les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Le Conseil d'Administration peut donner délégation notamment sur les agréments et les rachats de parts sociales. La délégation peut être consentie au Président du Conseil, au Vice-président ou au délégué de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Les administrateurs doivent apporter tous leurs soins à la bonne marche de la SLE et se conformer strictement aux prescriptions des statuts, du règlement d'administration intérieure, aux instructions de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à laquelle la SLE est affiliée et aux décisions de l'Assemblée Générale.

La fonction d'administrateur est bénévole, sous réserve du remboursement, le cas échéant, des frais occasionnés par l'exercice de cette fonction.

6.7. Contrôleurs légaux des comptes

Il est tenu une comptabilité des opérations de la Société Locale d'Epargne conformément à la réglementation de BPCE et aux indications de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance. Au 31 mai de chaque année, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments d'actifs et passifs, les comptes de résultat et de bilan et l'annexe.

Les comptes annuels sont tenus à la disposition des Commissaires aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Avant la tenue de l'Assemblée Générale, le bilan, le compte de résultat, l'annexe et le projet de répartition des résultats de la Société Locale d'Epargne doivent être soumis à l'approbation de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance qui s'assure de leur sincérité et de leur conformité.

6.8. Entrée et sortie du sociétariat

6.8.1. Entrée

Peuvent acquérir la qualité de sociétaire :

- toute personne physique ou morale ayant effectué avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à laquelle la Société Locale d'Epargne est affiliée une des opérations prévues aux articles L.311-1, L.311-2, L.511-1, L.511-2 et L.511-3 du Code monétaire et financier et ayant un compte dans l'une des agences de la CEP d'affiliation.
- les salariés de la Caisse d'Epargne à laquelle la Société Locale d'Epargne est affiliée ayant leur compte dans une des agences de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation ou habitant, ou exerçant leur profession dans la circonscription territoriale de la Société Locale d'Epargne.

Peuvent également acquérir la qualité de sociétaire, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre se situant en tout ou partie dans la circonscription territoriale de la Société Locale d'Epargne.

L'acquisition de la qualité de sociétaire est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, le délégué de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance pouvant s'opposer à cet agrément.

Aucune souscription ne peut être reçue par le président du Conseil d'Administration, ou par son délégataire, si elle a pour effet de porter le capital souscrit à un montant supérieur au capital autorisé.

6.8.2. Sortie

La qualité de sociétaire se perd par retrait volontaire et en cas de cession ou de rachat de la totalité des parts souscrites.

La qualité de sociétaire se perd également de plein droit :

- par décès de la personne physique ou par dissolution de la personne morale,
- s'il n'est effectuée plus avec la Caisse d'Épargne et de Prévoyance d'affiliation l'une des opérations prévues aux articles L.311-1, L.311-2, L.511-1, L.511-2 et L.511-3 du Code monétaire et financier.

En outre, le Conseil d'Administration peut prononcer l'exclusion, le délégué de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance pouvant s'opposer à cette exclusion :

- si le sociétaire est condamné à une peine criminelle ou correctionnelle,
- si un jugement de liquidation judiciaire est prononcé à son encontre ou s'il se trouve en état de faillite personnelle ou de déconfiture notoire.
- s'il est interdit judiciaire ou bancaire de chèques,
- s'il ne remplit pas ses obligations vis-à-vis de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance à laquelle la Société Locale d'Épargne est affiliée,
- s'il oblige la Caisse d'Épargne et de Prévoyance à laquelle la Société Locale d'Épargne est affiliée à recourir contre lui aux voies judiciaires ou extrajudiciaires ou si ses agissements sont nuisibles aux intérêts de la Société Locale d'Épargne à ses sociétaires ou à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

Toute décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours suspensif par l'intéressé devant l'Assemblée Générale, dans le mois suivant sa notification.

La perte de la qualité de sociétaire prend immédiatement effet à dater de l'un des faits visés ci-dessus et un mois après la notification de la décision d'exclusion par le Conseil d'Administration, ou en cas de recours devant l'Assemblée Générale, un mois après la notification de la décision de celle-ci.

6.9. Droits et responsabilité des sociétaires

6.9.1. Droits

Dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires ainsi que des dispositions des statuts de la SLE, chaque sociétaire a le droit :

- de bénéficier des services de la Société Locale d'Épargne,
- de participer à son organisation et à son fonctionnement.

De plus, il peut être servi un intérêt aux parts dont le niveau est fixé annuellement par l'Assemblée Générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance à laquelle la Société Locale d'Épargne est affiliée.

Enfin, chaque sociétaire dispose d'une voix lors des votes des Assemblées Générales Ordinaires ou Extraordinaires de la Société Locale d'Épargne, quel que soit le nombre de parts qu'il possède.

6.9.2. Responsabilité

Les sociétaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal des parts sociales qu'ils possèdent. Dans cette limite, les SLE, sociétés à capital variable, et leurs sociétaires, sont soumis aux dispositions de l'article L.231-6 du Code de Commerce qui précise que le sociétaire qui se retire de la SLE reste tenu pendant 5 ans, envers les autres sociétaires comme les non sociétaires, de toutes les obligations qui lui incombent au moment de son retrait.

Cette responsabilité limitée au montant des souscriptions, sans solidarité, doit par ailleurs être appréciée en tenant compte de l'activité des SLE et de leur appartenance au réseau des Caisses d'Épargne. Leur objet social est en effet limité à l'élaboration, dans le cadre des missions d'intérêt général qui sont confiées au réseau, des orientations générales de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance à laquelle elles sont affiliées et à favoriser la détention la plus large du capital de cette Caisse d'Épargne et de Prévoyance en animant son sociétariat.

6.10. Relations avec la Caisse d'Épargne d'affiliation

6.10.1. Lien capitalistique

Les parts sociales de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance ne peuvent être détenues que par les Sociétés Locales d'Épargne affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

6.10.2. Relations de solidarité

Il n'existe aucun mécanisme de solidarité entre les SLE.

En cas de défaillance d'une SLE, sa liquidité et sa solvabilité sont garanties par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, laquelle bénéficie de la couverture du mécanisme de solidarité interne au Groupe BPCE. **Néanmoins l'attention des**

souscripteurs est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE.

En effet, les parts sociales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, détenues par les SLE, sont des parts de capital social et des instruments de fonds propres de base ayant vocation à supporter les pertes encourues par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance en cas d'épuisement des réserves constitutives des capitaux propres, de la liquidation de la Caisse d'Epargne ou en cas de mise à contribution de ses capitaux propres au titre de l'application du mécanisme de solidarité qui la lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE.

Par ailleurs, les parts sociales ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, prévu à l'article L. 322-1 du Code monétaire et financier, ainsi qu'au mécanisme de garantie des déposants, prévu à l'article L. 312-4 du même code.

6.10.3. Relations financières

Les SLE affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ne peuvent conclure d'opérations bancaires et financières qu'avec cette dernière à l'exclusion de tout autre établissement. Les flux de trésorerie des SLE sont centralisés sur un compte de dépôt ouvert dans les livres de la Caisse d'Epargne au nom des SLE.

6.10.4. Répartition des responsabilités

Les SLE étant dépourvues de moyens humains et matériels ont confié à leur Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation la mission d'assurer leur animation et leur gestion administrative et comptable ainsi que la distribution des parts sociales émises par les SLE, au terme d'une convention de services conclue en 2000. Cette dernière prévoit que la Caisse d'Epargne et de Prévoyance fournit les prestations suivantes :

- la commercialisation des parts sociales émises par la SLE,
- la gestion technique des parts sociales souscrites par les sociétaires, notamment la tenue du registre émetteur,
- l'assistance à l'animation du sociétariat de la SLE,
- l'assistance administrative, juridique, comptable et financière,
- l'élaboration des déclarations fiscales,
- la fourniture de moyens matériels.

L'ensemble de ces prestations est accompli par le personnel de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

6.10.5. Contrôle de la SLE

Les comptes individuels des SLE sont soumis, conformément à leurs statuts, à l'approbation de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance. Ces mêmes comptes sont tenus à disposition des Commissaires aux Comptes de la Caisse d'Epargne mais ne sont pas audités.

En terme de contrôle, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation exerce un contrôle sur la SLE tout d'abord par l'intermédiaire du délégué qui participe à toutes les réunions du Conseil d'Administration de la SLE et qui peut refuser les agréments, les cessions de parts sociales et les exclusions.

En outre, le contrôle sur la SLE s'exerce aussi par l'intermédiaire du Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation qui, notamment, approuve les comptes de la SLE et l'affectation du résultat tel qu'arrêté par le Conseil d'Administration, qui peut convoquer l'Assemblée Générale de la SLE en cas de carence du Conseil de cette dernière, qui a la faculté d'inscrire des résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale et qui donne son accord pour la dissolution de la SLE.

En conséquence de ce contrôle effectué directement par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'affiliation, et par l'activité restreinte des SLE découlant de l'existence de cette convention des services, il n'existe pas de contrôle interne au sein des SLE ; statutairement, et les réunions du Conseil d'Administration des SLE ont lieu au moins deux fois par an pour notamment arrêter les comptes, convoquer l'Assemblée Générale ainsi que déterminer le budget de l'exercice.

VII - Renseignements juridiques essentiels propres à chaque SLE

Les SLE participant aux émissions sont répertoriées dans le tableau ci-dessous (chiffres au 31/12/2019)

Tableau des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la CEP Ile-de-France					
Dénomination	Nombre de parts sociales détenues	Montant du capital social détenu dans la CEP Ile-de-France	% de détention du capital et droits de vote aux AG	Nombre de sociétaires	Siège social et siège administratif
Paris Ouest*	14 331 226	286 624 520	12,07	66 051	19, rue du Louvre 75001 Paris
Paris Est	14 556 725	291 134 500	12,26	71 662	
Seine et Marne	9 959 055	199 181 100	8,39	73 937	
Yvelines	17 182 282	343 645 640	14,47	107 562	
Essonne	13 871 620	277 432 400	11,68	94 818	
Hauts de Seine	16 029 147	320 582 940	13,50	75 880	
Seine Saint Denis	9 518 475	190 369 500	8,02	65 843	
Val de Marne	12 209 210	244 184 200	10,28	74 402	
Val d'Oise	11 092 260	221 845 200	9,34	70 600	
Totaux	118 750 000	2 375 000 000	100%	700 755	

*La SLE Paris Ouest comprend le territoire de Saint Pierre et Miquelon

VIII - Renseignements généraux relatifs à la Caisse d'Epargne Ile-de-France

8.1. Forme juridique

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France dont le siège social est situé 19, rue du Louvre – 75001 Paris, est une société anonyme, banque coopérative à directoire et conseil de surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS) régie par le Code monétaire et financier, et en particulier par les articles L.512-85 et suivants, la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par ses statuts.

8.2. Objet social

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance effectuées avec ses sociétaires, les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne qui lui sont affiliées et avec les tiers. Elle peut également effectuer toutes opérations connexes aux opérations de banque et de services d'investissement, exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, prendre toutes participations et, généralement, effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social de nature à favoriser son développement.

8.3. Durée de vie

Immatriculée en date du 7 novembre 1991, la durée de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France est fixée à 99 ans, à compter de sa transformation en banque coopérative, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de surveillance le 1er janvier 2000, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

8.4. Exercice social

L'exercice social a une durée de 12 mois. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

8.5. Capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social est fixé à la somme de 2 375 000 000 €. Il est divisé en 118 750 000 parts sociales de 20 euros entièrement libérées.

A titre indicatif le capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France au cours des trois derniers exercices s'est élevé à :

31/12/2017: 1 476 294 680€

31/12/2018: 1 476 294 680€

31/12/2019: 2 375 000 000€

Le montant brut des émissions de parts sociales des SLE affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France au cours de l'exercice 2019 s'élève à 361 265 520 €

8.6. Rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France

Le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France est préalablement déposé à l'AMF et incorporé par référence, mis à disposition sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr) et disponible à son siège social.

Il se compose du rapport sur le gouvernement d'entreprise 2019, du rapport de gestion 2019, des comptes au 31/12/2019, du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes au 31/12/2019, ainsi que du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

8.7. Rapport annuel 2018 de la CEP Ile-de-France

Le rapport annuel 2018 de la CEP Ile-de-France est préalablement déposé à l'AMF et incorporé par référence, mis à disposition sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr) et disponible à son siège social.

Il se compose du rapport sur le gouvernement d'entreprise 2018, du rapport de gestion 2018, des comptes au 31/12/2018, du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes au 31/12/2018, ainsi que du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

8.8. Informations financières clés

(IFRS - Issus du rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France (Chapitre 3 « Etats financiers ») incorporé par référence dans le présent prospectus)

Agrégat (en K€)	2019	2018	Variation (en %)
Total de bilan	78 929 868	66 650 787	18,42
Capitaux Propres	5 945 342	5 377 933	10,55
Produit Net Bancaire	1 255 028	1 106 663	13,41
Résultat Brut d'Exploitation	474 190	372 835	27,18
Résultat Net (part du groupe)	264 990	227 928	16,26
Ratio de Solvabilité ^x	17,01 %	19,47 %	-2,46 point

^x : tel qu'issu des règles prudentielles de Bâle 3 au 31/12/2019 (données IFRS sur base consolidée)

Fonds propres « Common Equity Tier One » (en M euros)		
31/12/2018	30/06/2019	31/12/2019
4 027 821	4 297 077	4 493 216

BILAN CONSOLIDE

ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2019	Exercice 2018
Caisse, banques centrales	437 802	221 762
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	477 642	441 978
Instruments dérivés de couverture	167 542	99 272
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 914 463	3 982 112
Titres au coût amorti	933 518	1 514 509
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	15 535 918	12 058 212
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	56 097 533	46 096 010
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	63 811	47 223
Actifs d'impôts courants	42 349	40 743
Actifs d'impôts différés	133 708	118 206
Comptes de régularisation et actifs divers	592 680	1 587 867
Immeubles de placement	5 834	5 235
Immobilisations corporelles	491 468	367 207
Immobilisations incorporelles	9 241	44 092
Ecarts d'acquisition	26 358	26 358
TOTAL DES ACTIFS	78 929 868	66 650 786

Les informations au 31 décembre 2018 n'ont pas été retraitées des effets de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » conformément à l'option offerte par cette norme. Les impacts de la première application de la norme IFRS 16 sur le bilan au 1er janvier 2019 (droits d'utilisation comptabilisés au titre des contrats de location preneur). Ces impacts sont décrits dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France.

Les informations 2018 n'ont pas été retraitées des effets de variation de périmètre liés à l'acquisition des Banques de Tahiti et Nouvelle Calédonie.

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2019	Exercice 2018
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	89 037	47 359
Instruments dérivés de couverture	748 968	658 974
Dettes représentées par un titre	417 695	268 617
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	14 416 201	10 583 824
Dettes envers la clientèle	56 021 012	47 814 995
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	24	460
Passifs d'impôts courants (2)	14 669	10 702
Passifs d'impôts différés	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers (1)	1 053 570	1 684 003
Provisions (2)	223 349	203 918
Capitaux propres	5 945 342	5 377 933
Capitaux propres part du groupe	5 895 710	5 341 061
Capital et primes liées	2 844 537	1 945 850
Réserves consolidées	2 961 080	3 376 646
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	-174 897	-209 363
Résultat de la période	264 990	227 928
Participations ne donnant pas le contrôle	49 632	36 872
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	78 929 868	66 650 786

(1) *Les informations au 31 décembre 2018 n'ont pas été retraitées des effets de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » conformément à l'option offerte par cette norme. Les impacts de la première application de la norme IFRS 16 sur le bilan au 1er janvier 2019 (passifs locatifs comptabilisés au titre des contrats de location preneur). Ces impacts sont décrits dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France.*

(2) *Les informations au 31 décembre 2018 n'ont pas été retraitées des effets de la 1ère application de l'interprétation d'IFRIC 23. Les impacts de la 1ère application de la norme sur le bilan au 1er janvier 2019 sont présentés dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France. Les informations 2018 n'ont pas été retraitées des effets de variation de périmètre liés à l'acquisition des Banques de Tahiti et Nouvelle Calédonie.*

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2019	Exercice 2018
Intérêts et produits assimilés (1)	1 332 480	1 264 371
Intérêts et charges assimilées (1)	-618 197	-625 176
Commissions (produits)	560 805	505 615
Commissions (charges)	-90 829	-79 650
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	15 070	13 249
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	38 804	37 513
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	6 340	121
Produits des autres activités	20 205	19 378
Charges des autres activités	-9 650	-28 758
Produit net bancaire	1 255 028	1 106 663
Charges générales d'exploitation	-734 142	-699 341
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles (1)	-46 696	-34 487
Résultat brut d'exploitation	474 190	372 835
Coût du risque de crédit	-85 296	-52 854
Résultat d'exploitation	388 895	319 981
Gains ou pertes sur autres actifs	1 642	1 210
Résultat avant impôts	390 537	321 191
Impôts sur le résultat	-121 090	-89 606
Résultat net	269 447	231 585
Participations ne donnant pas le contrôle	-4 457	-3 657
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (2)	264 990	227 928

(1) Les informations 2018 n'ont pas été retraitées des effets de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » conformément à l'option offerte par cette norme. Les impacts de la première application de la norme IFRS 16 sur le bilan au 1er janvier 2019 sont présentés dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France.

(2) Les informations 2018 n'ont pas été retraitées des effets de variation de périmètre liés à l'acquisition des Banques de Tahiti et Nouvelle Calédonie.

8.9. Principales réglementations prudentielles et de résolution applicables à la CEP Ile-de-France et au Groupe BPCE

S'agissant du Groupe BPCE, ces informations sont disponibles dans le document d'enregistrement universel de BPCE n° D.20-0174 (Chapitres 6.1, 6.2 et 6.4) (ainsi que son amendement déposé le 28 mai 2020 sous le numéro D.20-0174-A01), préalablement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et incorporé par référence au présent prospectus, publié sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), de BPCE (www.bpce.fr) et disponible sans frais à son siège social.

S'agissant de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France, ces informations sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France (Chapitres 2.4 et 2.6) déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr).

8.10. Contrôleurs légaux de la CEP

<i>Noms des cabinets</i>	<i>Adresse du siège social</i>	<i>Nom des associés responsables du dossier</i>
Titulaires		
Cabinet MAZARS	Exaltis 61, rue Henri Regnault 92075 La Défense	M. Charles de BOISRIOU, Associé, Commissaire aux comptes
Cabinet Price Waterhouse Coopers Audit	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine	Mme Agnès HUSSHERR, Associée, Commissaire aux comptes M. Emmanuel BENOIST, Associé,

		Commissaire aux comptes
Suppléants		
Cabinet MAZARS	Exaltis 61, rue Henri Regnault 92075 La Défense	Mme Anne VEAUTE
Cabinet Price Waterhouse Coopers Audit	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine	M. Jean-Baptiste DESCHRYVER

8.11. Composition des organes d'administration et de direction

8.11.1. Composition du Directoire

A la date du 31/12/2019, la CEP Ile-de-France est dirigée par un Directoire composé de cinq membres : Monsieur Didier PATAULT, Président du Directoire, Monsieur Pascal CHABOT, membre du Directoire en charge du Pôle Banque de Développement Régional, Organisation et Informatique, Monsieur Alain DAVID, membre du Directoire en charge du Pôle Finances et Services Bancaires, Monsieur François de LAPORTALIERE, Membre du Directoire en charge du Pôle Ressources, Monsieur David NOWICKI, membre du Directoire en charge du Pôle Banque de Détail, nommés par le COS et dont les mandats viennent à expiration à la 5ème date d'anniversaire de leur nomination, soit lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2022.

8.11.2. Composition du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Au 31/12/2019, le COS est composé de dix-neuf membres, dont quinze sont nommés parmi les SLE, un parmi les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) sociétaires, un parmi les salariés sociétaires, deux représentants universels des salariés, dont le mandat court jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Assistent également aux réunions du COS avec voix consultative, un délégué nommé par BPCE, un représentant du Comité Social et Economique ainsi que trois censeurs statutaires.

8.11.3. Noms des membres du Directoire et des membres de COS et principales fonctions exercées en dehors de l'établissement

Ces informations sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France (Chapitre 1 « Rapport sur le Gouvernement d'entreprise ») incorporé par référence au présent document et mis en ligne sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr)

8.11.4. Conflits d'intérêts

➤ Membres du Directoire

Conformément aux statuts CEP Ile-de-France, toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du directoire est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Quatre convention de la CEP Ile-de-France ont été soumises à ces dispositions pendant l'exercice de l'année 2019.

Ces conventions portent sur la nomination des membres du Directoire de la CEIDF. Conformément aux dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce et des recommandations BPCE, la conclusion des contrats de travail entre la CEIDF et les membres du Directoire a été préalablement autorisée par le COS telle que mentionnée dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées présent dans le rapport annuel 2019 de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-De-France, préalablement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et mis en ligne sur le site internet de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-De-France (www.caisse-epargne.fr).

➤ Membres du COS

Le membre du COS fait part au conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel et s'abstient de participer au vote de la délibération correspondante.

Ainsi, les statuts de la CEP Ile-de-France prévoient que toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du CS de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Aucune convention de la CEP Ile-de-France n'a été soumise à ces obligations pendant l'exercice de l'année 2019.

8.12. Procédures de contrôle interne

La CEP Ile-de-France, comme tout établissement de crédit, dispose d'un système de contrôle interne lui permettant de maîtriser les risques liés à son activité : risques de crédit et de marché, risques de taux et de liquidité, risques d'intermédiation et opérationnels. En outre, il existe une filière risques au sein du groupe BPCE, dont fait partie la CEP Ile-de-France.

Ces renseignements sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France incorporé par référence au présent document et mis en ligne sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr).

8.13. Procédures judiciaires et d'arbitrage significatifs en cours

Il n'existe actuellement aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la CEP a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la CEP et/ou du groupe.

8.14. Evènements récents significatifs

S'agissant du Groupe BPCE, ces informations sont disponibles dans le document d'enregistrement universel de BPCE n° D. 20-0174 (Chapitres 4.6 et 4.7) (ainsi que son amendement déposé le 28 mai 2020 sous le numéro D.20-0174-A01), préalablement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et incorporé par référence au présent prospectus, publié sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), de BPCE (www.bpce.fr) et disponible sans frais à son siège social.

S'agissant de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, ces informations sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la CEP Ile-de-France (Chapitre 2.7) déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr).

L'évolution de la situation liée au Covid-19 est une source importante d'incertitude ; à la date du présent prospectus, l'impact de cette situation, en particulier en prenant en compte les mesures de politique budgétaire et de politique monétaire de soutien à l'activité mise en place par le gouvernement français et par la Banque Centrale Européenne, sur les métiers de la Caisse d'Epargne Ile-de-France, ses résultats et sa situation financière est difficile à quantifier.

Par conséquent, à ce jour, l'établissement n'est pas en mesure de communiquer au-delà de ce qui précède sur les impacts du Covid-19 le concernant.

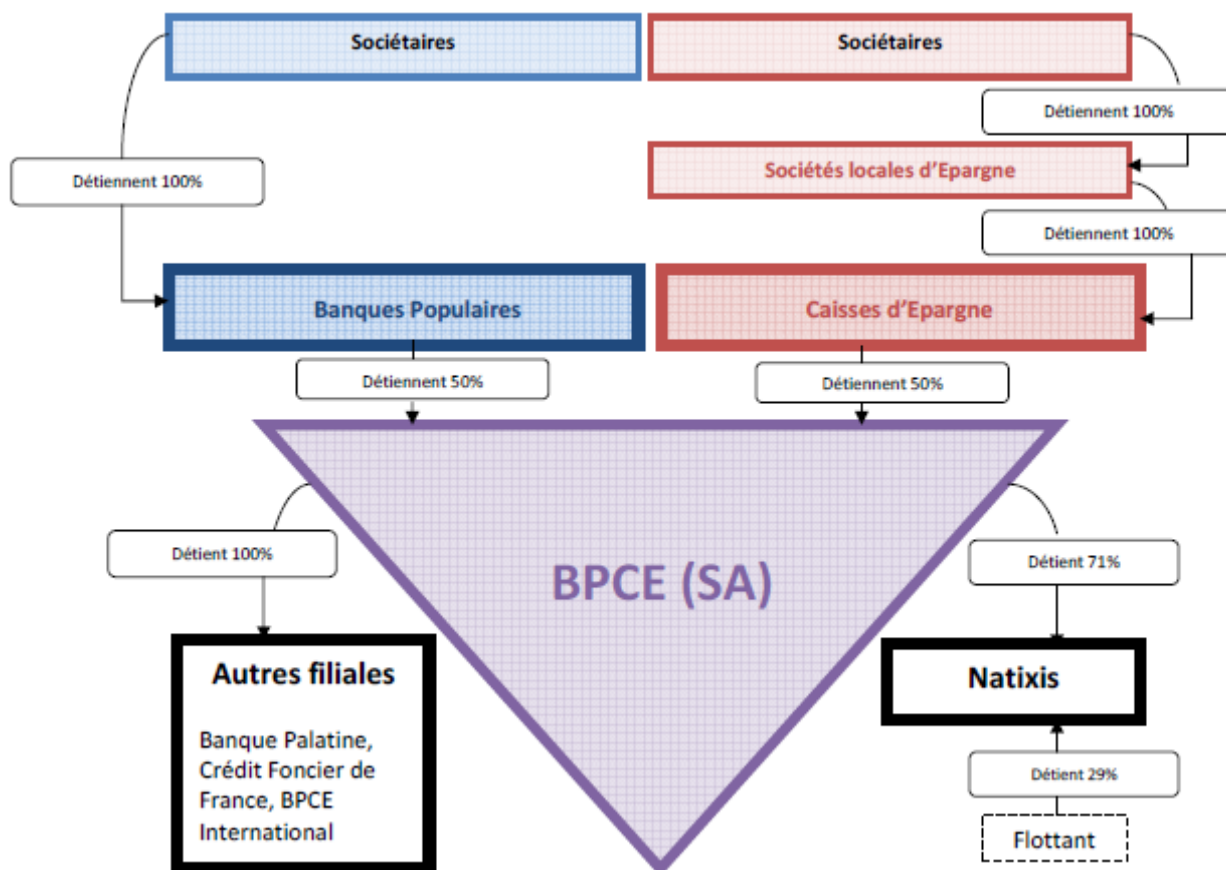
IX - Renseignements généraux relatifs au Groupe BPCE et à BPCE SA

Le document d'enregistrement universel de BPCE n° D.20-0174 ainsi que son amendement déposé le 28 mai 2020 sous le numéro D.20-0174-A01 sont préalablement déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers, et incorporés par référence au présent prospectus, publiés sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), de BPCE (www.bpce.fr) et disponibles sans frais à son siège social.

Place de l'établissement au sein du Groupe BPCE

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constituée sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50% par les Caisses d'Épargne. La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France en détient 6,96%.

Organigramme simplifié du Groupe BPCE au 31 décembre 2019



X - Informations complémentaires

10.1. Documents accessibles au public

Des exemplaires de ce prospectus, des documents incorporés par référence et, le cas échéant, de tout supplément à ce prospectus, sont disponibles sans frais au siège social de la CEP Ile-de-France (19, rue du Louvre – 75001 Paris). Le présent prospectus est également disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la CEP (www.caisse-epargne.fr).

En outre, conformément à la réglementation applicable, sont consultables au siège social de la CEP Ile-de-France les documents suivants :

- les statuts des SLE affiliées à la CEP Ile-de-France,
- les statuts de la CEP Ile-de-France,
- le rapport annuel de la CEP Ile-de-France sur les exercices 2018 et 2019.

XI - Informations incorporées par référence

11.1. Documents incorporés par référence

Ce prospectus se compose du présent document ainsi que des documents incorporés par référence, à savoir :

- le rapport annuel de la CEP Ile-de-France sur l'exercice 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 mai 2019 et mis en ligne sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr),
- le rapport annuel de la CEP Ile-de-France sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 juin 2020 et mis en ligne sur le site internet de la CEP Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr),
- le document d'enregistrement universel de BPCE sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mars 2020 sous le n° D.20-0174 ainsi que son amendement déposé le 28 mai 2020 sous le numéro D.20-0174-A01.

11.2. Table de concordance

Table de concordance entre le contenu de l'annexe 1 de l'instruction AMF - DOC-2019-19 - Prospectus établi pour l'offre au public de parts sociales des banques mutualistes ou coopératives et les documents incorporés par référence au sein du présent prospectus					
Rubrique de l'annexe 1 de l'instruction AMF – DOC-2019-19		Document d'enregistrement universel de BPCE sur l'exercice 2019 déposé le 25 mars 2020	Amendement au Document d'enregistrement universel de BPCE déposé le 28 mai 2020	Rapport annuel de la CEP Ile-de-France sur l'exercice 2019 déposé le 15 juin 2020	Rapport annuel de la CEP Ile-de-France sur l'exercice 2018 déposé le 2 mai 2019
3.	Facteurs de risques				
3.1.	Facteurs de risques les plus significatifs relatifs à la Banque régionale et au Groupe.	Chapitre 6	Chapitre 2.2	Chapitre 2.6	N/A
6.	Informations relatives à la banque régionale à laquelle les entités locales sont affiliées et au groupe.				
6.5.	Noms des membres des organes d'administration, de direction et de contrôle de la Banque régionale ainsi que les principales fonctions exercées par eux en dehors de celle-ci.	N/A	N/A	Chapitre 1	N/A
6.7.	Informations financières historique vérifiées de la Banque régionale pour les deux derniers exercices et le rapport des contrôleurs légaux des comptes établis à chaque exercice.	N/A	N/A	Chapitre 3	Chapitre 3
6.9.	Principales réglementations prudentielles et des résolutions applicables à la Banque régionale et au Groupe.	Chapitres 6.1,6.2 et 6.4	N/A	Chapitres 2.4 et 2.6	N/A
6.10	Fait, tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement pouvant influencer sensiblement sur les perspectives de la banque régionale et/ou du Groupe et susceptibles d'avoir un impact sur la prise de décision d'investissement.	Chapitres 4.6 et 4.7	N/A	Chapitre 2.7	N/A

SOCIETES LOCALES D'EPARGNE AFFILIEES A LA CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE

**Sociétés coopératives à capital variable régies notamment par les articles L.512-92 et L.512-93 du Code monétaire et financier ainsi que par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération
Siège social : 19, rue du Louvre – 75001 Paris**

**SUPPLEMENT DU 19 AOUT 2020 AU PROSPECTUS ETABLI POUR L'OFFRE AU PUBLIC
DE PARTS SOCIALES EN DATE DU 3 JUILLET 2020**

(En application de l'article 212-38-10 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

Le présent supplément (ci-après « **Le Supplément** ») est relatif au prospectus de parts sociales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France pour lequel l'Autorité des Marchés Financiers a apposé le n° d'approbation 20-310 en date du 3 juillet 2020 (ci-après le "**Prospectus**") et doit être lu conjointement avec ce dernier. Les termes définis dans le Prospectus ont la même signification dans le présent Supplément.

A l'exception de ce qui figure dans le présent Supplément, aucun fait nouveau, erreur ou inexactitude qui est susceptible d'avoir une influence significative sur l'évaluation des parts sociales n'est survenu ou n'a été constaté depuis la publication du Prospectus.

En application de l'article 212-38-10 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, les sociétaires ayant souscrit des parts sociales avant la publication du présent supplément ont le droit de retirer leur acceptation pendant au moins deux jours ouvrés après la publication du présent supplément à condition que l'entrée en vigueur de la modification objet du présent supplément soit antérieure à la livraison des parts sociales souscrites. En conséquence, le délai de rétractation prend fin le 21 août 2020.



En application de l'article L.512-1 du Code monétaire et financier et de l'article 212-38-8 de son règlement général, l'Autorité des marchés financiers a apposé le n° d'approbation 20-411 en date du 19 août 2020 sur le présent supplément au prospectus de parts sociales. Ce supplément a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. L'approbation a été attribuée après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce Supplément au prospectus de parts sociales et du Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France (19, rue du Louvre – 75001 Paris) et au siège administratif (26/28, rue Neuve Tolbiac – 75013 Paris).

Le présent Supplément au prospectus de parts sociales ainsi que le Prospectus sont disponibles sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France (www.caisse-epargne.fr/ile-de-france/particuliers).

SOMMAIRE DU SUPPLEMENT AU PROSPECTUS

I -RESPONSABILITE DU SUPPLEMENT AU PROSPECTUS 3

II - EXPOSE 4

I –RESPONSABILITE DU SUPPLEMENT AU PROSPECTUS

1.1. Personne responsable des informations contenues dans Supplément

Didier PATAULT, Président du Directoire

1.2. Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Supplément sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patault', written over a horizontal line.

Didier PATAULT,
Président du Directoire

Date : 19 août 2020

II - EXPOSE

Le présent Supplément a pour objet d'actualiser le Prospectus ayant reçu le n° d'approbation 20-310 en date du 3 juillet 2020, suite à la décision du directoire de BPCE en date du 31 juillet 2020 concernant la rémunération des parts sociales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne, telle qu'exposée dans une communication publiée le 3 août 2020, mise en ligne sur le site internet de BPCE (<https://groupebpce.com/investisseurs/informations-reglementees/autres-informations>) et reprise dans le présent Supplément.

Le 27 juillet 2020, la Banque centrale européenne a en effet émis une nouvelle recommandation n° BCE/2020/35, réitérant sa position exprimée le 27 mars 2020, demandant aux établissements de crédit de s'abstenir de verser un dividende en numéraire, et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2021.

Afin de respecter cette nouvelle recommandation tout en permettant aux sociétaires de percevoir la rémunération des parts sociales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019, BPCE a, en sa qualité d'organe central, exercé ses prérogatives de puissance publique. Le directoire de BPCE a ainsi décidé que la rémunération conditionnelle arrêtée par les assemblées générales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019 serait versée par la remise de parts sociales nouvelles.

Cette décision permet à BPCE, dans le contexte d'incertitude causé par la covid-19, de préserver les ressources du Groupe BPCE, pour continuer d'accompagner et de soutenir l'économie réelle sur tout le territoire en finançant les projets des clients. Elle permet également, au vu de la situation financière très solide du Groupe BPCE, avec un résultat net sous-jacent de 854 M€ au premier semestre 2020, de maintenir le versement d'une rémunération sur les parts sociales. Par ailleurs, grâce à des niveaux de fonds propres et de liquidité qui se situent très au-delà des exigences de la BCE, le Groupe BPCE et toutes les entreprises qui le constituent, à commencer par les Caisses d'Epargne, ont toute la capacité pour faire face à cette crise inédite et ses conséquences pour l'économie.

Le paiement de rémunération pour 2019 interviendra, dans les conditions prévues initialement, le 30 septembre 2020, mais sera effectué par la remise de parts sociales nouvelles en remplacement d'un paiement intégral en numéraire. Si la rémunération due ne permet pas l'attribution d'un nombre entier de parts, le sociétaire consentira à n'être rémunéré qu'à hauteur du nombre entier de parts permis par le montant de sa rémunération, le rompu étant versé en numéraire.

Dans l'éventualité où la BCE réitérerait, sous forme d'une nouvelle recommandation, cette position pour l'exercice 2020, les assemblées générales ordinaires annuelles des Sociétés Locales d'Epargne se prononceraient sur l'impact de cette nouvelle recommandation sur les modalités de versement de la rémunération. Il ne peut être exclu qu'à titre tout à fait exceptionnel et dans le respect du code monétaire et financier, le directoire de BPCE soit également amené à réexaminer ces modalités.

En conséquence de ce qui précède, il est procédé à la modification des sections suivantes du Prospectus :

Modification effectuée dans le Titre I – Résumé

A la page 8, au point 1.3, dans le tableau intitulé « *Principaux droits politiques et financiers attachés aux parts sociales et principaux risques attachés à la souscription de parts sociales* », à l'item « *Rendement* », le paragraphe de la note de bas de page n° 1 est supprimé et est remplacé par les paragraphes suivants :

« Le 27 juillet 2020, la Banque centrale européenne a émis une nouvelle recommandation n° BCE/2020/35, réitérant sa position exprimée le 27 mars 2020, demandant aux établissements de crédit de s'abstenir de verser un dividende en numéraire, et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2021.

Afin de respecter cette nouvelle recommandation tout en permettant aux sociétaires de percevoir la rémunération des parts sociales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019, BPCE a, en sa qualité d'organe central, exercé ses prérogatives de puissance publique. Le directoire de BPCE a ainsi décidé que la rémunération conditionnelle arrêtée par les assemblées générales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019 serait versée par la remise de parts sociales nouvelles.

Le paiement de rémunération pour 2019 interviendra, dans les conditions prévues initialement, le 30 septembre 2020, mais sera effectué par la remise de parts sociales nouvelles en remplacement d'un paiement intégral en numéraire. Si la rémunération due ne permet pas l'attribution d'un nombre entier de parts, le sociétaire consentira à n'être rémunéré qu'à hauteur du nombre entier de parts permis par le montant de sa rémunération, le rompu étant versé en numéraire.

Dans l'éventualité où la BCE réitérerait, sous forme d'une nouvelle recommandation, cette position pour l'exercice 2020, les assemblées générales ordinaires annuelles des Sociétés Locales d'Epargne se prononceraient sur l'impact de

cette nouvelle recommandation sur les modalités de versement de la rémunération. Il ne peut être exclu qu'à titre tout à fait exceptionnel et dans le respect du code monétaire et financier, le directoire de BPCE soit également amené à réexaminer ces modalités ».

Les autres dispositions de ce titre demeurent inchangées.

Modification effectuée dans le Titre III – Facteurs de risques

A la page 11, au point 3.3.5 « Rendement », à la suite du paragraphe suivant : « *Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.* »,

sont insérés les paragraphes suivants :

« Le 27 juillet 2020, la Banque centrale européenne a émis une nouvelle recommandation n°BCE/2020/35, réitérant sa position exprimée le 27 mars 2020, demandant aux établissements de crédit de s'abstenir de verser un dividende en numéraire, et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2021.

Afin de respecter cette nouvelle recommandation tout en permettant aux sociétaires de percevoir la rémunération des parts sociales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019, BPCE a, en sa qualité d'organe central, exercé ses prérogatives de puissance publique. Le directoire de BPCE a ainsi décidé que la rémunération conditionnelle arrêtée par les assemblées générales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019 serait versée par la remise de parts sociales nouvelles.

Le paiement de rémunération pour 2019 interviendra, dans les conditions prévues initialement, le 30 septembre 2020, mais sera effectué par la remise de parts sociales nouvelles en remplacement d'un paiement intégral en numéraire. Si la rémunération due ne permet pas l'attribution d'un nombre entier de parts, le sociétaire consentira à n'être rémunéré qu'à hauteur du nombre entier de parts permis par le montant de sa rémunération, le rompu étant versé en numéraire.

Dans l'éventualité où la BCE réitérerait, sous forme d'une nouvelle recommandation, cette position pour l'exercice 2020, les assemblées générales ordinaires annuelles des Sociétés Locales d'Epargne se prononceront sur l'impact de cette nouvelle recommandation sur les modalités de versement de la rémunération. Il ne peut être exclu qu'à titre tout à fait exceptionnel et dans le respect du code monétaire et financier, le directoire de BPCE soit également amené à réexaminer ces modalités ».

Les autres dispositions de ce titre demeurent inchangées.

Modification effectuée dans le Titre V – Renseignements généraux sur les parts sociales émises

A la page 14, au point 5.2. « Droits attachés politiques et financiers » dans la section « Rémunération », à la suite du paragraphe suivant : « *Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.* »,

sont insérés les paragraphes suivants :

« Le 27 juillet 2020, la Banque centrale européenne a émis une nouvelle recommandation n°BCE/2020/35, réitérant sa position exprimée le 27 mars 2020, demandant aux établissements de crédit de s'abstenir de verser un dividende en numéraire, et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2021.

Afin de respecter cette nouvelle recommandation tout en permettant aux sociétaires de percevoir la rémunération des parts sociales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019, BPCE a, en sa qualité d'organe central, exercé ses prérogatives de puissance publique. Le directoire de BPCE a ainsi décidé que la rémunération conditionnelle arrêtée par les assemblées générales des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019 serait versée par la remise de parts sociales nouvelles.

Le paiement de rémunération pour 2019 interviendra, dans les conditions prévues initialement, le 30 septembre 2020, mais sera effectué par la remise de parts sociales nouvelles en remplacement d'un paiement intégral en numéraire. Si la rémunération due ne permet pas l'attribution d'un nombre entier de parts, le sociétaire consentira à n'être rémunéré qu'à hauteur du nombre entier de parts permis par le montant de sa rémunération, le rompu étant versé en numéraire.

Dans l'éventualité où la BCE réitérerait, sous forme d'une nouvelle recommandation, cette position pour l'exercice 2020, les assemblées générales ordinaires annuelles des Sociétés Locales d'Epargne se prononceront sur l'impact de

cette nouvelle recommandation sur les modalités de versement de la rémunération. Il ne peut être exclu qu'à titre tout à fait exceptionnel et dans le respect du code monétaire et financier, le directoire de BPCE soit également amené à réexaminer ces modalités ».

Les autres dispositions de ce titre demeurent inchangées.

Modification effectuée à la suite du titre XI – Informations incorporées par référence

A la suite du titre XI – Informations incorporées par référence, il est inséré un titre XII relatif aux développements récents :

XII – Développements récents

BPCE se prononce sur la rémunération des parts sociales compte tenu de la recommandation de la Banque centrale européenne du 27 juillet 2020

Paris, le 03 Août 2020

Le 27 juillet 2020, la Banque centrale européenne a émis une nouvelle recommandation n° BCE/2020/35, réitérant sa position exprimée le 27 mars 2020, demandant aux établissements de crédit de s'abstenir de verser un dividende en numéraire, et ce jusqu'au 1er janvier 2021.

Afin de respecter cette nouvelle recommandation tout en permettant aux sociétaires de percevoir la rémunération des parts sociales des Banques Populaires et des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019, BPCE a, en sa qualité d'organe central, exercé ses prérogatives de puissance publique. Le directoire de BPCE a ainsi décidé que la rémunération conditionnelle arrêtée par les assemblées générales des Banques Populaires et des Sociétés Locales d'Epargne affiliées aux Caisses d'Epargne au titre de l'exercice 2019 serait versée par la remise de parts sociales nouvelles.

Cette décision permet à BPCE, dans le contexte d'incertitude causé par la covid-19, de préserver les ressources du groupe BPCE, pour continuer d'accompagner et de soutenir l'économie réelle sur tout le territoire en finançant les projets des clients. Elle permet également, au vu de la situation financière très solide du Groupe BPCE, avec un résultat net sous-jacent de 854 M€ au premier semestre 2020, de maintenir le versement d'une rémunération sur les parts sociales. Par ailleurs, grâce à des niveaux de fonds propres et de liquidité qui se situent très au-delà des exigences de la BCE, le Groupe BPCE et toutes les entreprises qui le constituent, à commencer par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne, ont toute la capacité pour faire face à cette crise inédite et ses conséquences pour l'économie.

Le paiement de la rémunération pour 2019 interviendra, dans les conditions prévues initialement, le 30 septembre 2020, mais sera effectué par la remise de parts sociales nouvelles en remplacement d'un paiement intégral en numéraire.